

Empreinte socio- économique de Lidl en France

Rapport d'étude
2021-2023



Ce rapport a pour objectif de présenter l'analyse de la contribution socio-économique de Lidl en France. Celle-ci repose sur une étude réalisée par le cabinet Utopies en 2024 à l'aide de l'outil LOCAL FOOTPRINT®. Cet outil développé par Utopies reproduit l'économie locale de manière la plus réaliste possible sur 380 secteurs, évaluant les retombées socio-économiques brutes en matière d'emplois soutenus et de contribution au PIB dans chaque région et département français.



Sommaire

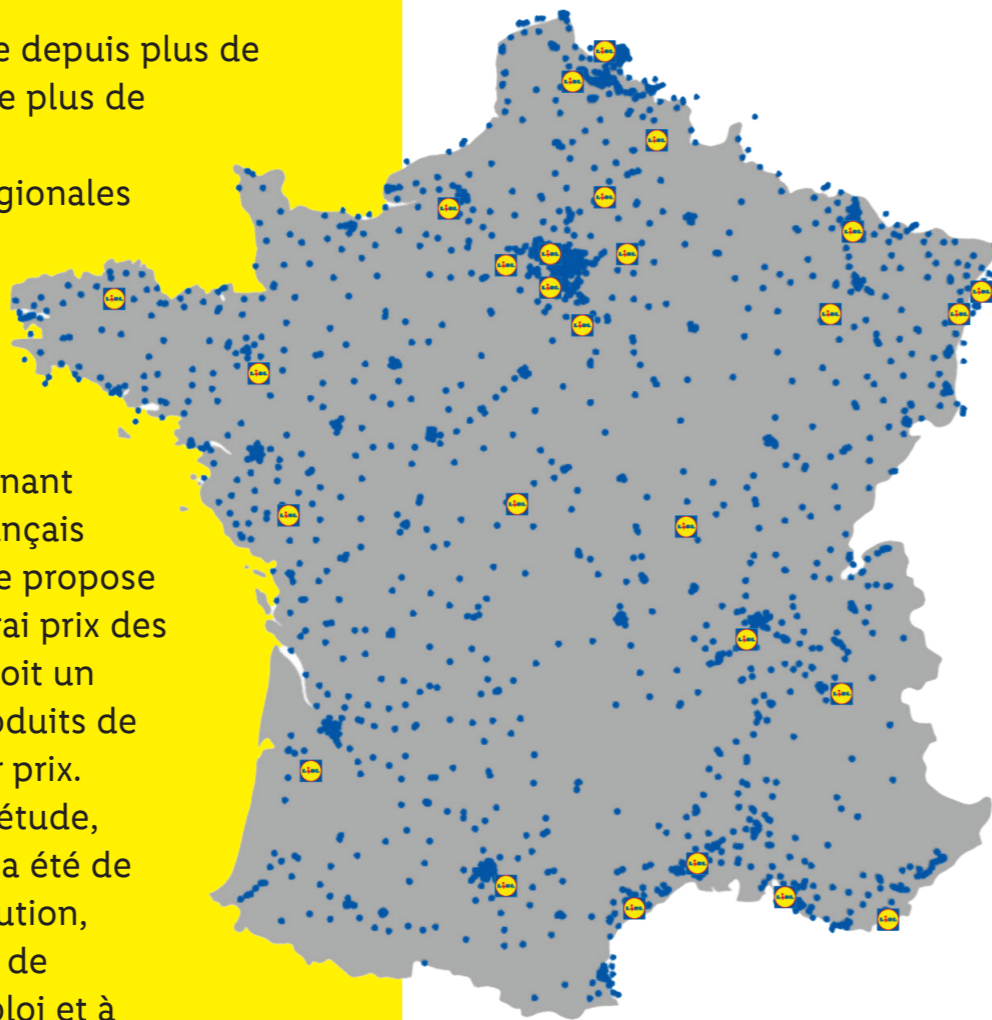
Introduction

1. Les impacts à l'échelle nationale
2. Les impacts par secteur d'activité
3. Les impacts par région et département
4. Les impacts par famille de marchandises

Annexes méthodologiques

Introduction

Présente en France depuis plus de 30 ans, Lidl compte plus de 1 600 supermarchés et 26 directions régionales sur l'ensemble du territoire métropolitain. Avec plus de 72 % de produits alimentaires provenant de fournisseurs français en 2024, l'enseigne propose à ses clients « le vrai prix des bonnes choses », soit un assortiment de produits de qualité au meilleur prix. L'objectif de cette étude, confiée à Utopies, a été de mesurer la contribution, visible et invisible, de l'entreprise à l'emploi et à l'économie de nos territoires.




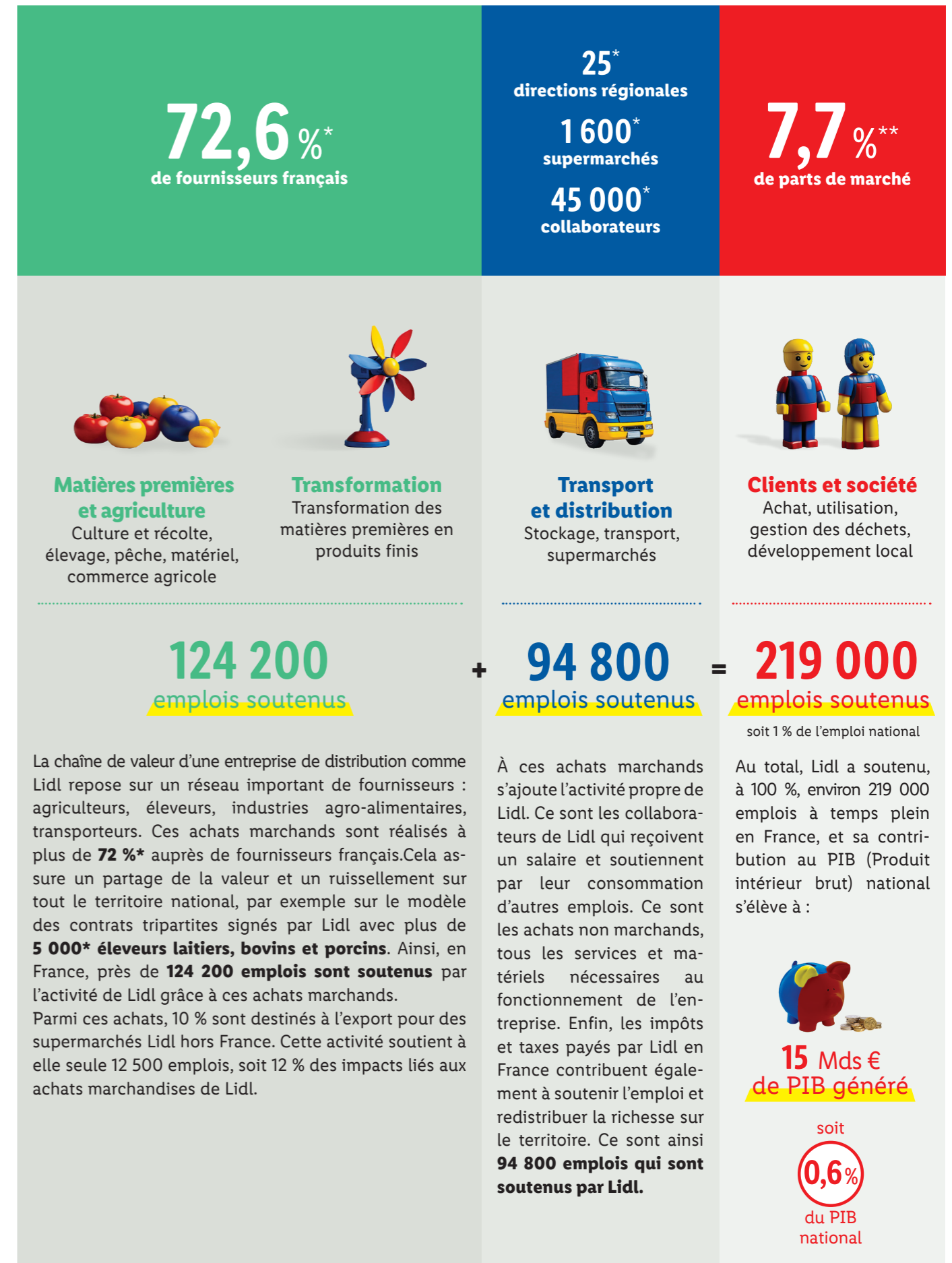
 Directions régionales
● Supermarchés

Schéma de la chaîne de valeur et ses impacts

Les impacts sont mesurés sur une année moyenne de la période 2021-2023.



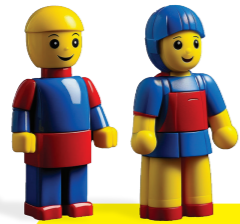
*Sur l'année fiscale 2023

**Kantar, moyenne sur l'année fiscale 2023

1. Les impacts à l'échelle nationale

Sur la période 2021-2023, grâce à son activité en France, Lidl a apporté une contribution annuelle de **15 milliards d'euros au PIB national**.

L'entreprise a également soutenu **219 000 emplois** à temps plein sur le territoire français, soit 1 % de l'emploi national. Ainsi, **pour 1 emploi au sein de Lidl en France, 5,5 emplois supplémentaires** sont soutenus sur le territoire national.



219 000 emplois soutenus en France par Lidl

soit **1%** de l'emploi national*



15 Mds € de PIB généré en France par Lidl

soit **0,6%** du PIB national*



Les emplois soutenus en France par type d'impact

Impacts directs

Les collaborateurs de Lidl (impacts directs) représentent **33 700 emplois** en équivalents temps plein (et plus de 45 000 personnes).



Impacts économiques directs
Emplois
Valeur Ajoutée

Impacts indirects

Grâce aux achats réalisés auprès de ses fournisseurs français (fournisseurs des produits revendus ensuite dans les supermarchés ainsi que les prestataires de biens et services nécessaires au fonctionnement du siège et des supermarchés), **91 000 emplois** sont soutenus dans toute la chaîne de valeur. Parmi les achats de Lidl en France en 2023, 17 % sont réalisés auprès de Petites et Moyennes Entreprises (PME), et 46 % auprès d'Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI).



Impacts économiques fournisseurs
Achats

Impacts induits

Les impacts économiques liés à la consommation des ménages et aux dépenses des administrations publiques représentent **94 300 emplois**.



Impacts économiques liés aux dépenses des ménages et des administrations publiques
Salaires et taxes



1 emploi direct au sein de Lidl

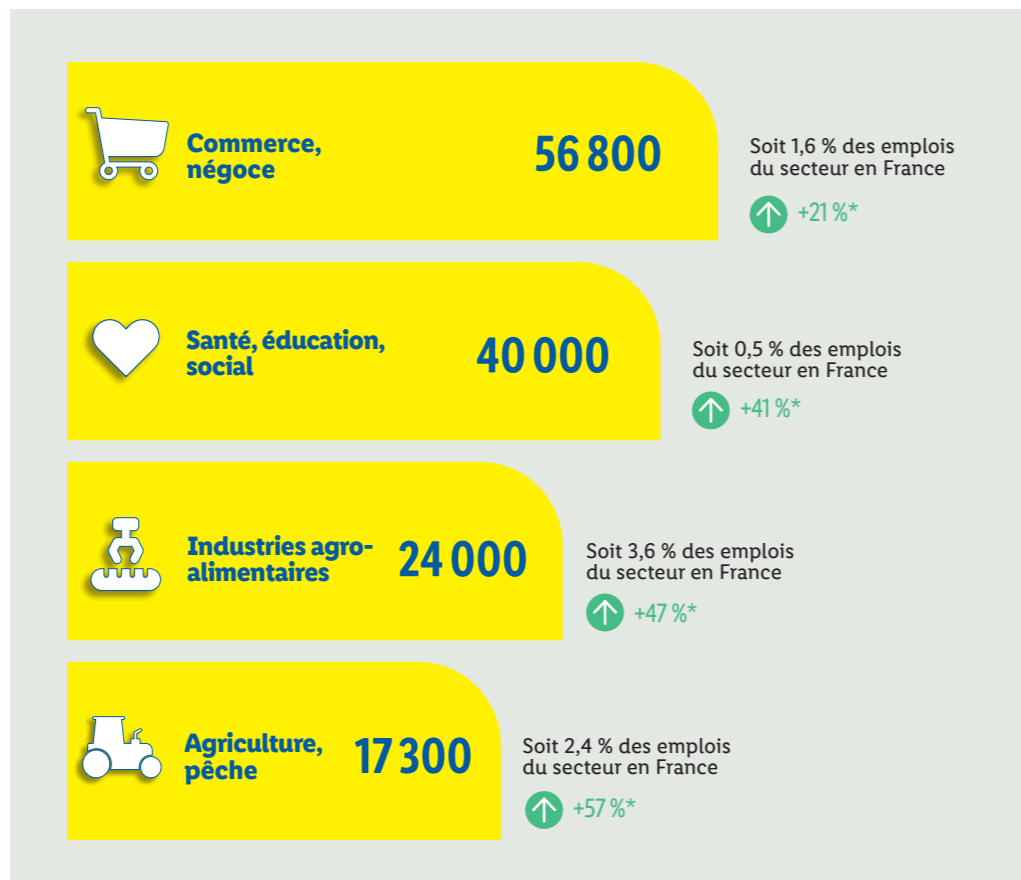
=

5,5 emplois supplémentaires soutenus

*Source : Insee – retraitement Utopies 2021-2022

2. Les impacts par secteur d'activité

Principaux secteurs d'activité soutenus en France (en nombre d'emplois)



L'empreinte socio-économique de Lidl en France permet de comprendre que les **impacts du distributeur vont bien au-delà de son propre secteur d'activité**. En effet, même si le premier secteur impacté est **Commerce, négoce**, avec 56 800 emplois soutenus dont 33 700 emplois directs, le second secteur le plus soutenu est **Santé, éducation, social**, qui représente 40 000 emplois. Ceci traduit l'importance du financement du secteur public par le secteur privé. Cette contribution de Lidl à la sphère publique s'explique par les impôts et taxes versés qui alimentent les dépenses des administrations publiques. Viennent ensuite, parmi les secteurs les plus impactés par l'activité de Lidl, le secteur des **Industries agro-**

alimentaires et de l'**Agriculture, pêche**. Cela s'explique par la forte volumétrie des achats marchands de Lidl, générant des impacts tout au long de la chaîne d'approvisionnement en pro-

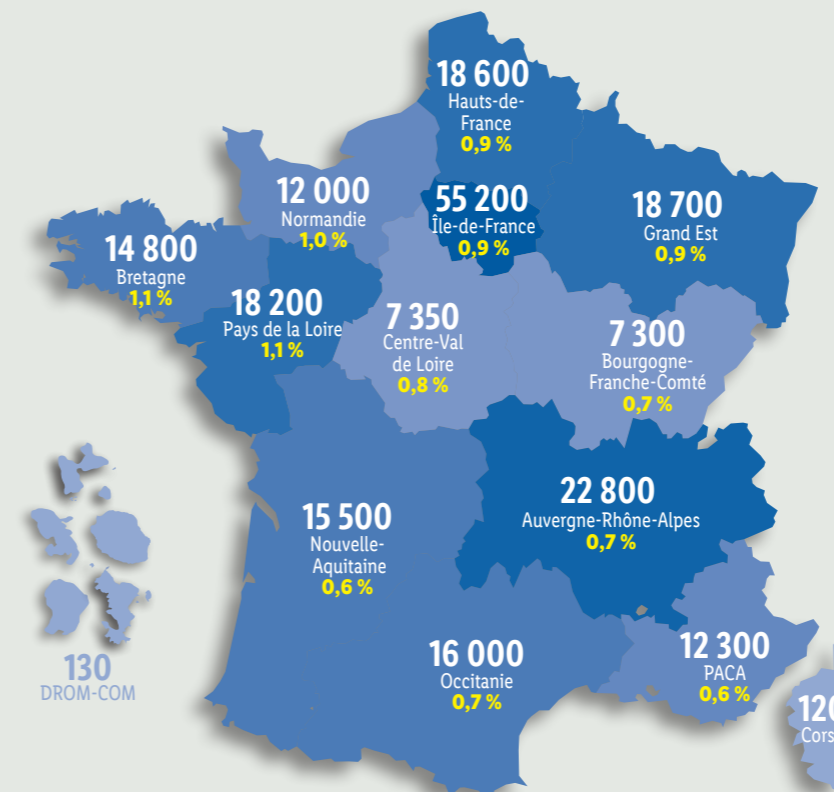
duits notamment alimentaires. **Ces 4 secteurs représentent 63 % des emplois totaux soutenus par Lidl en France.**



* Évolution entre l'impact en 2019, et l'impact sur une année moyenne de la période 2021-2023

3. Les impacts par région et département

Lidl exerce son activité sur tout le territoire métropolitain à travers ses salariés, supermarchés, plateformes logistiques, fournisseurs. Lidl contribue à irriguer l'économie de chaque région.



► Nombre d'emplois soutenus par Lidl dans la région
► Part des emplois de la région soutenus par Lidl

Nombre d'emplois soutenus par Lidl par région administrative

Les 3 régions les plus impactées sont : Île-de-France (25 %), Auvergne-Rhône-Alpes (10 %) et Grand Est (9 %). Cela s'explique notamment par l'activité présente dans ces régions ; l'Île-de-France et l'Auvergne-Rhône-Alpes représentent 28 % de l'emploi national, et 27 % des achats réalisés par Lidl en France.

Part des emplois soutenus par Lidl au regard des emplois totaux dans chaque région administrative

Même si certaines régions ont en valeur absolue un nombre d'emplois soutenus plus faible que d'autres (exemple : Bourgogne-Franche-Comté), au regard du nombre d'emplois total dans ce territoire, l'impact reste en proportion dans la moyenne des autres régions (0,7 %). Une certaine homogénéité se dessine en matière de localisation des impacts.



C'est en Pays de la Loire et en Bretagne que la contribution de Lidl est la plus importante par rapport à l'activité de ces régions.














Emplois soutenus par Lidl par département au regard des emplois totaux dans chaque département

Région	Département	Emplois soutenus par Lidl	% des emplois soutenus par Lidl au regard des emplois dans le territoire
Auvergne-Rhône-Alpes	Ain	1 519	0,7 %
Auvergne-Rhône-Alpes	Allier	1 063	0,9 %
Auvergne-Rhône-Alpes	Ardèche	765	0,8 %
Auvergne-Rhône-Alpes	Cantal	224	0,5 %
Auvergne-Rhône-Alpes	Drôme	2 096	1,0 %
Auvergne-Rhône-Alpes	Haute-Loire	671	0,9 %
Auvergne-Rhône-Alpes	Haute-Savoie	1 177	0,4 %
Auvergne-Rhône-Alpes	Isère	4 064	0,8 %
Auvergne-Rhône-Alpes	Loire	2 421	0,9 %
Auvergne-Rhône-Alpes	Puy-de-Dôme	1 162	0,4 %
Auvergne-Rhône-Alpes	Rhône	6 503	0,6 %
Auvergne-Rhône-Alpes	Savoie	1 099	0,5 %
Bourgogne-FC	Côte-d'Or	1 066	0,5 %
Bourgogne-FC	Doubs	1 362	0,7 %
Bourgogne-FC	Haute-Saône	343	0,5 %
Bourgogne-FC	Jura	718	0,8 %
Bourgogne-FC	Nièvre	391	0,6 %
Bourgogne-FC	Saône-et-Loire	2 273	1,2 %
Bourgogne-FC	Territoire-de-Belfort	140	0,3 %
Bourgogne-FC	Yonne	999	0,9 %
Bretagne	Côtes d'Armor	2 757	1,3 %
Bretagne	Finistère	3 346	1,0 %
Bretagne	Ille-et-Vilaine	5 166	1,0 %
Bretagne	Morbihan	3 556	1,3 %
Centre-Val de Loire	Cher	493	0,5 %
Centre-Val de Loire	Eure-et-Loir	872	0,6 %
Centre-Val de Loire	Indre	515	0,7 %
Centre-Val de Loire	Indre-et-Loire	2 108	0,9 %
Centre-Val de Loire	Loiret	2 180	0,8 %
Centre-Val de Loire	Loir-et-Cher	1 144	1,0 %
Corse	Corse-du-Sud	25	0,0 %
Corse	Haute-Corse	97	0,2 %
Grand Est	Ardennes	577	0,7 %
Grand Est	Aube	604	0,6 %
Grand Est	Bas-Rhin	5 483	1,1 %
Grand Est	Haute-Marne	384	0,6 %
Grand Est	Haut-Rhin	1 596	0,6 %
Grand Est	Marne	1 480	0,6 %
Grand Est	Meurthe-et-Moselle	2 977	1,2 %
Grand Est	Meuse	543	0,9 %
Grand Est	Moselle	4 016	1,1 %
Grand Est	Vosges	1 024	0,8 %
Hauts-de-France	Aisne	1 301	0,8 %
Hauts-de-France	Nord	7 722	0,7 %
Hauts-de-France	Oise	2 134	0,8 %

Hauts-de-France	Pas-de-Calais	5 406	1,1 %
Hauts-de-France	Somme	2 077	1,0 %
Île-de-France	Essonne	3 888	0,8 %
Île-de-France	Hauts-de-Seine	12 878	1,1 %
Île-de-France	Paris	17 226	0,8 %
Île-de-France	Seine-et-Marne	3 518	0,7 %
Île-de-France	Seine-Saint-Denis	5 717	0,8 %
Île-de-France	Val-de-Marne	4 597	0,8 %
Île-de-France	Val-d'Oise	2 817	0,7 %
Île-de-France	Yvelines	4 597	0,8 %
Normandie	Calvados	2 256	0,8 %
Normandie	Eure	1 781	0,9 %
Normandie	Manche	1 620	0,9 %
Normandie	Orne	2 093	2,1 %
Normandie	Seine-Maritime	4 261	0,8 %
Nouvelle-Aquitaine	Charente	1 022	0,8 %
Nouvelle-Aquitaine	Charente-Maritime	1 285	0,6 %
Nouvelle-Aquitaine	Corrèze	455	0,5 %
Nouvelle-Aquitaine	Creuse	278	0,8 %
Nouvelle-Aquitaine	Deux-Sèvres	1 299	0,9 %
Nouvelle-Aquitaine	Dordogne	1 114	0,8 %
Nouvelle-Aquitaine	Gironde	4 361	0,6 %
Nouvelle-Aquitaine	Haute-Vienne	656	0,5 %
Nouvelle-Aquitaine	Landes	973	0,7 %
Nouvelle-Aquitaine	Lot-et-Garonne	1 847	1,6 %
Nouvelle-Aquitaine	Pyrénées-Atl.	1 305	0,5 %
Nouvelle-Aquitaine	Vienne	915	0,6 %
Occitanie	Ariège	193	0,4 %
Occitanie	Aude	722	0,6 %
Occitanie	Aveyron	759	0,8 %
Occitanie	Gard	2 003	0,8 %
Occitanie	Gers	419	0,7 %
Occitanie	Haute-Garonne	3 689	0,5 %
Occitanie	Hautes-Pyrénées	451	0,6 %
Occitanie	Hérault	3 772	0,8 %
Occitanie	Lot	611	1,1 %
Occitanie	Lozère	129	0,5 %
Occitanie	Pyrénées-Orientales	1 270	0,8 %
Occitanie	Tarn	607	0,5 %
Occitanie	Tarn-et-Garonne	1 352	1,6 %
Pays de la Loire	Loire-Atlantique	5 553	0,8 %
Pays de la Loire	Maine-et-Loire	3 021	0,9 %
Pays de la Loire	Mayenne	2 753	2,3 %
Pays de la Loire	Sarthe	3 786	1,7 %
Pays de la Loire	Vendée	3 095	1,1 %
PACA	Alpes de HP	415	0,7 %
PACA	Alpes-Maritimes	1 193	0,3 %
PACA	Bouches-du-Rhône	5 949	0,7 %
PACA	Hautes-Alpes	317	0,6 %
PACA	Var	1 994	0,5 %
PACA	Vaucluse	2 379	1,1 %

4. Les impacts par famille de marchandises

Famille de marchandises	Emplois soutenus		Evolution par rapport à 2019
	En nombre	En pourcentage des emplois soutenus par les produits marchands	
 Produits fins	8 800	7 %	+21 %
 Boissons sans alcool	8 700	7 %	+172 %
 Viande	8 050	7 %	+1 %
 Fromage	7 800	6 %	+8 %
 Charcuterie	6 700	5 %	+5 %
 Pains/viennoiseries/gâteaux	6 100	5 %	+22 %
 Légumes	5 850	5 %	+43 %
 Produits laitiers	4 700	4 %	+4 %
 Fruits	4 450	4 %	+35 %
 Vins/Mousseux	3 650	3 %	-11 %
 Autres produits marchands	57 300	47 %	+40 %
TOTAL	122 100	100 %	+30 %



Grâce à ses achats dans les différentes familles de marchandises, **Lidl soutient 72 000 emplois chez ses fournisseurs, et 124 200 emplois tous secteurs et types d'impacts confondus.**

Le nombre d'emplois soutenus varie en fonction des familles de marchandises. En effet, pour **un même montant de 1 million d'euros d'achat, entre 9 et 18,2 emplois sont soutenus.** Cela dépend notamment des secteurs de fournisseurs activés, et de leur intensité en emplois.

Ainsi, les secteurs de production de pain, viennoiseries et gâteaux soutiennent plus d'emplois que les secteurs de production de fruits et légumes, pour un même montant d'achats.

Annexes

méthodologiques

La collecte de données a porté sur les exercices 2021, 2022, 2023. Il a ensuite été procédé au calcul d'une année moyenne d'activité sur cette période. Trois grandes catégories de flux monétaires ont été analysées : les dépenses (achats marchands et non marchands) réalisés par Lidl en France, les salaires versés aux collaborateurs, et la fiscalité.

Retraitements et partis pris



Achats

Le retraitement des achats s'est principalement porté sur la territorialisation et la sectorisation des montants d'achats sur le territoire :

- Enrichissement des données achats auprès de l'INSEE pour re-territorialiser les montants d'achats qui ne nécessitent en fonction du nombre d'établissements du fournisseur, et de son secteur d'activité.
- Traitement spécifique sur les marges commerciales afin de différencier celles du secteur commercial et la production revenant aux secteurs productifs.



Masse salariale

Le montant de la masse salariale super-brute (à savoir la somme des salaires nets, des cotisations patronales et salariales ainsi que la participation versée aux collaborateurs) est pris en compte dans l'étude. La localisation des ETP (Équivalent Temps Plein) directs correspond au département de travail des salariés. Les montants de masse salariale sont pris en compte sur la base du département de résidence des salariés.



Impôts et taxes

L'ensemble des taxes payées par Lidl en France sont comprises dans l'étude : taxes alcools, taxe foncière, CVAE, IS (crédits d'impôts déduits)...

L'empreinte socio-économique a été réalisée en excluant le montant de TVA. La répartition départementale des montants de fiscalité a été estimée suivant la répartition des effectifs de la fonction publique en France, afin de tenir compte de la répartition du budget de l'Etat auprès des administrations publiques.



Lexique

Les impacts économiques « directs »

correspondent à la présence de Lidl en France (nombre d'employés) et à la valeur ajoutée de Lidl.

Les impacts économiques « fournisseurs » ou indirects

traduisent les retombées économiques générées par les achats ou les investissements. Ainsi, chaque euro dépensé par Lidl pour ses achats de biens ou de services génère de l'activité économique chez ses prestataires et fournisseurs. Cette activité due aux commandes de Lidl soutient des emplois et génère de la valeur ajoutée dans l'économie française. Pour répondre à une commande, ces mêmes entreprises vont réaliser à leur tour des achats auprès de leurs propres fournisseurs, générant par ricochet de l'activité indirectement attribuée à la dépense initiale faite par Lidl. Cette chaîne se poursuit jusqu'à ce que cet effet ricochet s'estompe.

Les impacts économiques « liés à la consommation des ménages et aux dépenses des administrations publiques » ou induits

correspondent à la capacité à pousser d'autres acteurs économiques à effectuer des dépenses de consommation. Ainsi, grâce aux rémunérations versées aux employés (de Lidl mais aussi de sa chaîne de valeur), les activités de Lidl permettent de soutenir la consommation des ménages sur les territoires. Cette consommation met elle-même en œuvre une chaîne de fournisseurs et génère de l'activité dans les tissus économiques. Enfin, grâce aux recettes fiscales collectées du fait de l'activité

économique initiée par Lidl, les dépenses et les commandes publiques génèrent également une activité économique et soutiennent de l'emploi public et privé. Les retombées de ces flux dans l'économie française sont mesurées en termes d'emplois soutenus (mesurés en équivalent temps plein) et de richesse économique générée (mesurée par la contribution en euros au PIB).

Les emplois soutenus

Les emplois estimés dans cette étude sont des emplois salariés et non-salariés, privés et publics, soutenus à 100 %, et exprimés en « emploi-année personne » (ou équivalent temps plein) tenant compte du nombre d'heures

normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné. Les emplois directs sont également comptabilisés comme des emplois soutenus.

La valeur ajoutée / PIB (Produit intérieur brut)

La valeur ajoutée de l'entreprise correspond à la valeur de sa production moins celle de ses consommations intermédiaires. Le PIB représente la valeur ajoutée totale des biens et des services produits sur un territoire national, c'est un indicateur économique de la richesse produite par année dans un pays donné.



Méthodologie

La méthodologie LOCAL FOOTPRINT® du cabinet Utopies reproduit de manière la plus vraisemblable possible le fonctionnement d'une économie locale et rend possible la mesure de la contribution économique exprimée en termes d'emplois soutenus, soit créés ou maintenus, ou de valeur ajoutée générée (PIB), sur 380 secteurs d'activité différents. L'outil LOCAL FOOTPRINT® simule les impacts socio-économiques à partir de données

collectées dans l'entreprise correspondant aux flux financiers injectés dans l'économie et la production locale. Celles-ci recouvrent les commandes engagées auprès des fournisseurs, les salaires des collaborateurs et la fiscalité payée sur la période étudiée. L'outil repose sur les tables Input-Output et la « matrice inverse » ayant valu un prix Nobel d'économie à W. Leontief. L'outil LOCAL FOOTPRINT® utilise les tables statistiques d'échanges entre

secteurs d'activité et la base macro-économique du BEA et d'EUROSTAT. Cette base modélise les flux économiques dans 380 secteurs d'activité en France, par région et par département.



Les résultats d'empreinte sont un ordre de grandeur des retombées et correspondent à un poids économique brut, et non un impact net d'éventuelles cannibalisations sur d'autres acteurs économiques. Le modèle utilisé étant « statique », les résultats sont par nature non exhaustifs (les effets des investissements sur le long terme ne sont pas mesurés, tout comme le gain d'attractivité ou de compétitivité pour le territoire, etc.).

Les limites du modèle

Une analyse d'impact économique demande une bonne connaissance du fonctionnement du modèle utilisé, mais aussi une capacité d'interpréter les résultats obtenus en fonction des limites et des hypothèses inhérentes au modèle utilisé :

- La fiabilité des résultats du modèle dépend de celle des données des tableaux entrées / sorties, tableaux qui sont par ailleurs une représentation

comptable des interactions économiques pour une année donnée.

- Le modèle ne prend donc pas en considération la notion de temps. Il s'agit d'une représentation « statique » de l'économie à un instant T, à la suite d'un « choc » de dépenses.

- La fonction de production d'un secteur d'activité donnée est fixe et il y a absence d'économie d'échelle.

- Le modèle ne tient pas compte du phénomène de rareté des ressources.

- LOCAL FOOTPRINT® est un modèle linéaire. Toutes choses étant égales par ailleurs, un choc de 10 M€ d'un secteur productif est égal à 10 chocs de 1 M€ du même secteur.

Disclaimer Cette étude a eu pour but d'évaluer les retombées socio-économiques générées par les dépenses d'activité de Lidl sur la période 2021-2023. L'analyse a été réalisée en 2024 par Utopies à l'aide de son modèle LOCAL FOOTPRINT® - dont Utopies conserve l'entière propriété intellectuelle -, basée principalement sur les données transmises par Lidl. L'étude a nécessité des retraitements menés en collaboration avec les équipes de Lidl. Utopies ne saurait être tenu pour responsable des dommages directs et indirects liés à des erreurs contenues dans les données qui lui ont été transmises. Les méthodes utilisées, partis pris, hypothèses et résultats produits ont pour seul destinataire et bénéficiaire de Lidl. Utopies ne saurait être tenu pour responsable de toute erreur, oubli et autre résultat tiré de l'utilisation de ce rapport et/ou de toute exploitation des informations contenues dans ce rapport.